



REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT DU GARD
COMMUNE AIGUES MORTES

ARRETE DU MAIRE

Réf : ARRETE/2021/n° 223/6.1

Objet : Arrêté de mise en demeure pour monument funéraire menaçant ruine
Concession n°119 du 18 décembre 1884 attribuée à monsieur Jacques MARCHAND
Cimetière communal n°1, allée H n°78

Vu le code de général des collectivités territoriales,

Vu le code de la construction et de l'habitation, article L 511-4-1,

Vu le rapport de constatation n°PV202100079 en date du 17 mars 2021 dressé par la Police Municipale d'Aigues-Mortes constatant l'état de dégradation dans lequel se trouve le monument funéraire à l'emplacement de la concession n°119 du 18 décembre 1884 attribuée à monsieur Jacques MARCHAND sise cimetière communal n°1, allée H n°78,

Considérant que l'état de ce monument funéraire constitue un péril pour la sécurité des visiteurs et pour la préservation des monuments mitoyens ; qu'en effet les colonnes en pierre qui maintiennent le chapiteau sont particulièrement érodées et menacent de céder ;

Considérant qu'il y a lieu, dans l'intérêt de la sécurité publique, d'ordonner les mesures indispensables pour faire cesser, de façon effective et durable, le péril ;

Considérant que les travaux prévus dans l'arrêté numéro 2021/170/6.1 du 22 avril 2021 n'ont pas été exécutés dans le délai fixé.

ARRETE

Article 1 : Mesdames et messieurs les successeurs ou ayants droits de la concession n°119 du 18 décembre 1884 attribuée à monsieur Jacques MARCHAND sont mis en demeure dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté ou de la date d'affichage, de faire cesser le péril résultant de l'état dudit monument, en y effectuant les travaux suivants : réfection totales des colonnes qui maintiennent le chapiteau ou destruction des colonnes avec enlèvement du chapiteau. A défaut de réalisation des travaux dans le délai imparti, il sera procédé d'office à leur exécution.

Article 2 : L'arrêté pris en application de l'alinéa précédent est notifié aux personnes titulaires de la concession contre signature. A défaut de connaître l'adresse actuelle de ces personnes ou de pouvoir les identifier, la notification les concernant est valablement effectuée par affichage à la mairie de la commune où est situé le cimetière ainsi que par affichage au cimetière.

Article 3 : Recours

Le présent Arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de monsieur le Préfet du GARD. L'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet.

Un recours contentieux peut être déposé auprès du Tribunal Administratif de NIMES sis Avenue Feuchères 30000 NIMES, également dans le délai de deux mois à compter de sa date de publication, ou dans le délai de deux mois à partir de la réponse de l'Administration si un recours administratif a été déposé.

ARTICLE 4 : Application

Monsieur le Directeur Général des Services de la Mairie d'Aigues- Mortes,

Monsieur l'Elu en charge de la gestion du cimetière

Monsieur le Responsable de la Police Municipale d'Aigues- Mortes,

Sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché et publié au recueil des actes administratifs de la Mairie.

Fait à Aigues-Mortes le 3 juin 2021

Le Maire,



Pierre MAUMEJEAN